Document generated on 04/25/2024 1:17 a.m.

Études internationales

LINIGER-GOUMAZ, Max. *Les USA et la France face à la Guinée Équatoriale à la fin du xixe et du xxe siècle. La continuité de l'histoire.* Genève, Éditions du Temps, 1997, 95 p.

Bandeja Yamba

Volume 30, Number 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/704010ar
DOI: https://doi.org/10.7202/704010ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Yamba, B. (1999). Review of [LINIGER-GOUMAZ, Max. *Les USA et la France face à la Guinée Équatoriale à la fin du xixe et du xxe siècle. La continuité de l'histoire.* Genève, Éditions du Temps, 1997, 95 p.] *Études internationales*, *30*(1), 171–173. https://doi.org/10.7202/704010ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

nationales poursuivent des itinérances prolongées. Comme « *Editor* » du *Cambridge Survey of World Migration*, Robin Cohen fait montre d'abondantes connaissances. Son ouvrage, malheureusement, se situe entre une introduction et une étude systématique. Il se révèle trop ample pour correspondre à la première, trop hâtif et superficiel pour appartenir à la seconde.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire et de sciences politiques
Université de Sherbrooke, Canada

AFRIQUE

Les USA et la France face à la Guinée Équatoriale à la fin du XIXe et du XXe siècle. La continuité de l'histoire.

LINIGER-GOUMAZ, Max. Genève, Éditions du Temps, 1997, 95 p.

Max Liniger-Goumaz présente ici un petit livre (le texte proprement dit a 42 pages) portant sur les relations des États-Unis et de la France avec la Guinée Équatoriale, sur la place de l'Espagne dans la conquête et la gestion de ce pays. Il dresse le tableau de la situation politique aux XVIIIe et XIXe siècles, à travers surtout, les écrits espagnols jusqu'à présent négligés et il livre une actualité équato-guinéenne de la période allant de 1979 à 1997 à l'aide de la presse internationale.

Le livre comprend deux sections. La fin du XXe siècle (constats généraux du point de vue de l'Espagne, de la France, des États-Unis) et le XIXe siècle (l'avant et l'après conférence de Berlin). En complément, figure une bibliographie largement composée des documents espagnols pour une éventuelle thèse de doctorat.

La thèse centrale du livre est la suivante : En 1968, après cinq siècles de présence espagnole, la Guinée Équatoriale devenait indépendante. Mais jusqu'en 1997, en dépit de nombreuses richesses tant agricoles que pétrolières, et du fait que la Guinée Équatoriale était le fleuron de la colonisation ibérique grâce, avant tout, à une politique de subvention des prix d'achat du café et surtout du cacao, dont l'Espagne est une grosse consommatrice, la population de ce seul pays hispanophone d'Afrique noire n'a jamais connu ni prospérité ni démocratie. Depuis 1969, la Guinée Équatoriale dirigée par un clan Mongono est devenue une affaire de famille : l'oncle Macias Nguema (1969-1979) et le neveu Obiang Nguema (1979-1993). En fait, vingt-quatre ans de dictature nguemiste ont fait de ce pays « un État fantôme », une « république de bandits » : suppression des partis politiques, confusion de l'exécutif avec le législatif et le judiciaire, violations délibérées de droits de l'homme (tortures, procès truqués), autoritarisme, tribalisme et népotisme, corruption endémique, léthargie, incompétence et irresponsabilité.

Cette tragédie du peuple équato-guinéen se déroule sur fond de rivalités franco-espagnoles et sur la présence de plus en plus importante des États-Unis. Dès 1980, Paris et Madrid se disputent le contrôle des ressources pétrolières de la Guinée Équatoriale. Au cours de cette période, les dénonciations sont persistantes de la part de la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies, de la Commission internationale des Juristes, de la Commission des Droits de l'homme du Congrès américain, de la Fédération syndicale mondiale, de

l'Union internationale pour l'entente fraternelle entre les peuples, de l'Amnisty International et de l'Anti-slavery society, etc., sur les violations des droits de l'homme. Pour échapper à ces critiques, le gouvernement équato-guinéen opte pour la France ; celle-ci est en mesure non seulement de fermer les yeux sur les violations de droits de l'homme en Afrique mais aussi de lui fournir des armes. Le dictateur Obiang Nguema généralise même l'enseignement du français ; il fait adhérer la Guinée Équatoriale à la zone franc. Depuis la fin des années 80, la rumeur se fait insistante de la volonté française d'annexer la Guinée Équatoriale soit au Cameroun, soit au Gabon. Mais la coopération espagnole est incapable de freiner la pénétration française.

En apparence, la France et l'Espagne – membres de l'Union européenne – ont une vue identique sur la situation qui prévaut en Guinée Équatoriale. Tandis que Madrid freine sa collaboration avec Obiang Nguema, en application de la conditionnalité démocratique décrétée par les pays occidentaux donateurs d'aide, Paris s'adonne à un partenariat toujours plus actif : aide financière, policière (entraînement et équipement des sinistres Ninja), sportive (la Guinée Équatoriale a participé en 1994 aux IIe Jeux de la Francophonie, à Paris), sanitaire et pédagogique.

Liniger-Goumaz établit un parallèle entre la perte de l'influence de l'Espagne actuellement en Guinée Équatoriale au profit de la France et la diminution de son influence au profit de cette même France à la fin du XIXe siècle, avant la Conférence de Berlin comme après celle-ci. La saignée à blanc par les guerres napoléoniennes, les divers troubles intérieurs et le manque de flotte ont dorénavant contribué à la perte par l'Espagne d'immenses territoires qui étaient les « siens » lors de la conférence de Berlin.

Si l'influence française s'accroît dans l'écharde espagnole, les compagnies pétrolières américaines s'activent à investir dans les forages pétroliers. Alors qu'il y a un siècle, les USA ne s'intéressaient à l'Afrique qu'à travers ses missionnaires presbytériens et autres, aujourd'hui, après avoir franchi deux fois l'Atlantique, avec des soldats venus libérer l'Europe du fardeau totalitaire, impérial puis fasciste, voire communiste, l'océan Indien est aujourd'hui vaincu aussi par des intérêts économiques. Désormais la diplomatie du pétrole prend le dessus sur la diplomatie politique. Aux élections législatives de septembre 1993, l'administration américaine a qualifié celles-ci de « parodie », et le chapitre « Guinée Équatoriale » dans le *Rapport sur les Pratiques en matière des droits de l'homme* du Département américain de 1997, dépasse en sévérité ce qu'on lit dans les Rapports de la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies, en particulier celui de 1997. Les compagnies pétrolières américaines et françaises, contrairement aux diplomates qui exprimaient réellement la volonté de voir le progrès démocratique, sont « huileuses » et trouvent la dictature nguemiste commode pour les affaires.

Ainsi, contrairement à ce qu'on pouvait penser, la petitesse de ce pays, de 28 000 km^2 et de 300 000 habitants seulement n'a pas empêché la France et les USA d'influencer son avenir politique et économique. En Es-

pagne, la presse fait le constat que Washington se tait à propos de l'enfer nguemiste ; les États-Unis n'ont aucun intérêt à déstabiliser la situation en Guinée Équatoriale et à expliquer pourquoi les entreprises pétrolières ont appuyé le dictateur. Les USA occupent, dès lors, la première place parmi les clients de la Guinée Équatoriale, et la quatrième parmi les fournisseurs.

Deux éléments de faiblesse ressortent dans ce livre. Le premier est d'avoir présenté l'Espagne comme victime de la voracité française, en oubliant de mentionner le fait que le paternalisme franquiste s'était ingénié à isoler ce pays devenu chasse gardée de l'Église catholique et des milieux d'affaires métropolitains. Le deuxième point faible est d'avoir omis de donner la parole aux Équato-guinéens eux-mêmes pour expliquer ce qu'ils vivent d'horrible sous la dictature familiale nguemiste. À ces deux remarques, il faut ajouter qu'il n'y a pas de nouvelles révélations, car les exactions de la dictature, les souffrances du peuple et la complicité des compagnies françaises et américaines en Afrique pour mettre en place des régimes à leurs services telles qu'elles sont décrites par l'auteur demeurent semblables à d'autres dictatures africaines. Mais au-delà de ces observations, le livre mérite une large diffusion, parce qu'il tente – en français –, d'orienter le public sur les agissements absolutistes des membres et complices de deux dictatures nguemistes.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

AMÉRIQUE LATINE

Le Mexique, de la réforme néolibérale à la contre-révolution. La présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994).

FAVRE, Henri et Marie LAPOINTE (coordinateurs). Paris, L'Harmattan (coll. « Recherches et documents – Amériques latines »), 1997, 459 p.

Dans un intéressant recueil de textes présentés alternativement en français et en espagnol, une quinzaine d'auteurs, principalement mexicains, canadiens et français, essaient de décortiquer les principaux éléments constitutifs du sextennat de M. Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique de 1988 à 1994.

Tous les auteurs et, notamment, les coordinateurs de l'ouvrage, abondent dans le sens d'une transformation profonde de l'identité politique, économique et sociale du Mexique, à un point tel qu'ils n'hésitent pas à qualifier ces changements d'une véritable contre-révolution conçue, d'ailleurs, « comme liquidation de l'héritage de la Révolution de 1910 ». Ce faisant, ils prennent toutefois soin d'avertir les lecteurs que le livre ne cherche ni la condamnation ni l'exaltation des faits ayant caractérisé cette période de l'histoire mexicaine, dont un premier bilan –partiel et provisoire– avait été réalisé lors d'un colloque tenu en novembre 1994 à l'Université Laval de Québec et qui a été à l'origine de la publication ici commentée.

De façon successive, les différents auteurs abordent les antécédents de la « contre-révolution saliniste » en remontant jusqu'à la crise des années 1930, le processus de privatisation de